

COMBAT OUVRIER



SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe
Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE • PARAIT MERCREDI & SAMEDI PRIX 0,30 F

SAMEDI 24 JANVIER 1976

GUADELOUPE DES BELLES PAROLES A LA REALITE

Nous sommes déjà en fin janvier et rien n'est décidé pour la prochaine récolte. La commission paritaire ne s'est toujours pas réunie.

Mais par contre des bruits persistants courent sur le fait que le prix de la tonne de cannes sera ou inférieur à celui de l'année dernière ou, au mieux, égal.

Quant au sort des ouvriers agricoles, là aussi rien n'est encore clair. On sait que certaines usines ont commandé du matériel supplémentaire et que donc il y aura moins d'embauche sur les champs.

On le voit, la réalité à laquelle s'affrontent les ouvriers agricoles et les paysans pauvres n'a rien de commun avec les beaux discours des gouvernants.

Dans d'autres secteurs de l'économie, il en est de même.

C'est ainsi qu'au lieu d'un tourisme en plein développement que l'on veut bien nous présenter, il est surtout question de difficultés importantes qui provoquent des licenciements en nombre assez grands.

C'est le cas notamment pour un hôtel qui vient d'ouvrir ses portes et qui déjà voit ses chambres rester désespérément vides.

Alors, devant ces exemples qui sont une illustration sans équivoque des mensonges de la politique officielle, il n'y a pas à se tromper.

Rien ne changera véritablement si nous

ne le faisons changer. Rien ne bougera si les travailleurs de ce pays ne prennent pas en main ce changement.

Les discours des officiels du pouvoir colonial sont là pour justement nous faire croire à un effort de sa part pour améliorer la situation. Mais en réalité il ne peut, ni ne veut rien changer.

Car pour cela, il faut un bouleversement radical des structures en place. Il faut s'attaquer aux gros propriétaires de terres, il faut s'attaquer aux capitalistes de l'import-export. Et cela le gouvernement ne peut, ni ne veut le faire car ces messieurs les capitalistes sont précisément les mêmes qui lui dictent sa conduite.

Alors pour nous faire patienter, le pouvoir prend de temps en temps quelques mesures et prononce quelques belles paroles.

C'est à nous de ne pas nous laisser prendre à tout cela et à engager la lutte pour que notre sort change.

Cette lutte pour être efficace doit avoir pour objectif la fin du système capitaliste et du colonialisme.

C'est uniquement en engageant une lutte politique que nous pouvons empêcher que ce que nous obtenons un jour soit remis en cause le lendemain.

JOURNÉE MONDIALE DES LÉPREUX

Le 24 janvier doit se dérouler la journée mondiale des lépreux. Et à cette occasion on fera évidemment appel au bon cœur du public. Car il faut bien parer à la carence des pouvoirs publics en demandant la charité pour les lépreux.

C'est bien caractéristique de la société capitaliste dans laquelle nous vivons de n'avoir jamais (prétend-elle) les moyens financiers pour lutter contre les maladies, contre les grands fléaux qui frappent les hommes. Mais elle trouve toujours de l'argent quand il s'agit de financer la construction d'armements atomiques ou autres, de construire des gadgets pour riches comme le "concorde".

La lutte contre la lèpre, ce devrait être une préoccupation des états, des pouvoirs publics et non pas l'affaire d'organismes privés, vivant de la charité populaire.

Pour mettre fin aux fléaux tels que la lèpre, il faut se battre contre une autre lèpre, sociale celle là, le capitalisme.

LA LÈPRE AUX ANTILLES

Il y a près de 3000 lépreux aux Antilles. On en compte 2000 en Guadeloupe et près d'un millier en Martinique.

Ces chiffres sont élevés comparés à celui de la population.

Cela s'explique bien puisque en Guadeloupe il n'y a que 180 à 200 lits à l'hôpital spécialisé dans la lutte contre la lèpre...

MARTINIQUE LE GOUVERNEMENT S'EN PREND AUX PETITS PLANTEURS DE CANNE

Le gouvernement vient de décider le passage d'un contingent de 560.000 litres d'alcool appartenant aux usines, au bénéfice des distilleries. Cette décision, prise sans nul doute pour plaire au distillateur Bally, président des Républicains Indépendants en Martinique, ne manquera pas de toucher les petits planteurs qui livrent leurs cannes aux usines du Lareinty et du Galion.

En effet, le prix de la tonne de can-

ne livrée aux usines a deux composantes. Une fraction vient de la fabrication du sucre et l'autre de la distillation du rhum. En diminuant le contingent de rhum alloué aux usines, le prix de la tonne de canne baissera d'autant, et les petits planteurs liés par contrat à Lareinty et Galion verront leurs revenus diminuer.

Voilà le résultat de la politique du gouvernement Chirac. Les planteurs de canne en tout cas ne doivent pas se laisser faire.

Directeur de publication : M.E. ZOZOR
Commission paritaire : N°51.728
Correspondant du journal : G. Beaujour
B.P. 214 P.A.P.
B.P. 386 F.D.F.
Ronéo du journal : Pointe-à-Pitre
2ème supplément au mensuel n° 57

GUADELOUPE

SOFROI: Rimbaud fait du chantage

LA DIRECTION REFUSE NOS REVENDICATIONS : A NOUS DE LUI IMPOSER

Au début du mois de décembre, nos délégués avaient déposé sur le bureau du patron notre cahier de revendications. Nous demandions essentiellement :

- 250 F. pour tous
- pas de salaire inférieur à 1 400 F.
- revalorisation des salaires en fonction de la hausse des prix
- prime de responsabilité pour les chauffeurs.

Pour toute réponse, Rimbaud nous propose une augmentation dérisoire de :

- 5 % en janvier et 5 % en juillet.

C'est une plaisanterie ou un mépris total des travailleurs qui font la richesse de la Sofroi.

Nous avons déterminé ces revendications compte-tenu de l'augmentation du coût de la vie réel, beaucoup plus élevé que l'indice truqué de l'Etat.

Nous voulons des augmentations nous permettant de vivre décemment en 1976.

A nous de nous organiser pour obtenir notre dû.

RIMBAUD VEUT NOUS TROMPER :

Il nous propose une augmentation de 5 % si nous acceptons de travailler sur la base de 184 heures comme à l'heure actuelle.

C'est à dire, si nous acceptons de lui faire cadeau des heures supplémentaires entre le 173, 53 h. légales et 184 h.

Avec un tel marché, il est évidemment gagnant, car les heures supplémentaires doivent être majorées de 25 % et de 50 % à partir de 8 heures supplémentaires dans une semaine.

De fait Rimbaud refuse de nous augmenter: pour 173, 53 h. il veut nous donner le SMIC et de plus il nous menace de ne pas donner d'heures supplémentaires.

Ne nous laissons pas prendre au chantage cynique de ce Monsieur.

Exigeons un salaire mensuel décent sur la base de 173, 53 heures.

*

MARTINIQUE Lamentin DIS-MOI QUI TU FREQUENTES JE TE DIRAI QUI TU ES

Mardi, en fin d'après midi, la municipalité du Lamentin recevait les enseignants de la commune.

A cette occasion, petits fours étaient largement servis et champagne coulait à flot. Cela est fort bien, mais ce qui l'est moins, c'est que la municipalité communiste n'ait jamais même pensé à réunir les travailleurs, ni pour leur rendre compte de ce qu'elle fait, ni encore moins pour leur demander leur avis.

Peut-être ne se sentirait-elle pas à l'aise avec eux !

MARTINIQUE

LIBRE SERVICE ROND POINT: Roseau se venge

Depuis son retour de France, Roseau fait régner un véritable climat de terreur et de délation au libre service du Rond-Point.

En effet, après deux semaines d'absence le patron du Rond-Point, véritable dictateur, a constaté que quelque chose avait changé chez ses employés. En effet, le bulletin de commerce avait dénoncé le fait que Roseau avait violé l'accord de salaire du mois de décembre, en refusant de payer aux employés les 205 F. d'augmentation et les heures supplémentaires, et d'améliorer les conditions de travail qui sont effroyables.

Roseau, le petit potentat qui avait l'habitude de faire marcher les travailleurs à la baguette, n'a pas pu admettre cela. Il lui fallait faire des exemples. Ainsi il convoqua les travailleurs dans son bureau pour leur demander si, réellement ils faisaient des heures supplémentaires. Comme deux employés osèrent lui dire la vérité, il vit rouge et les licencia du jour au lendemain sans s'embarasser de forme.

Des méthodes aussi cyniques sont dignes de Roseau qui a l'habitude de prendre les employés pour ses esclaves. Mais il se rendra vite compte du contraire car cette affaire n'en restera pas là. Car les travailleurs n'ont pas l'intention de laisser faire.

Une affaire à suivre !

GUADELOUPE échos des hôpitaux

HOPITAL GENERAL : Qu'attend la Direction pour embaucher du personnel supplémentaire?

Le problème de la pénurie d'employés à l'hôpital qui affecte souvent certains services, n'est toujours pas réglé. Et lorsque l'absence d'un employé (en congé de maladie ou en congé annuel) le rend encore plus crucial, les responsables sont obligés de faire appel à des agents dans d'autres services, réduisant par là même le personnel de ces derniers. Ainsi la semaine dernière, le nettoyage des locaux de Médecine 4 n'a pu être fait à l'heure faute d'employés. La surveillante a dû faire appel à un agent qui avait terminé le nettoyage de son propre service.

Celle-ci fut donc obligée d'accomplir deux fois la même besogne dans la journée, ce qui est inadmissible.

Nous les ASH, nous ne sommes pas les bêtes de somme de la Direction de l'Hôpital Général.

C'est elle qui refuse d'embaucher du personnel alors qu'un nombre important de jeunes dans ce pays cherchent du travail. Nous devons engager la lutte pour obliger la Direction à embaucher. Puisque l'Etat parle tant de la lutte contre le chômage, il a la possibilité de le faire tout en améliorant le fonctionnement de l'Hôpital.

LIBAN

UN ACCORD AURAIT ETE SIGNE

D'après les informations qui sont tombées depuis, jeudi 22 dans l'après-midi, il semble qu'un accord ait été signé entre les différents partis se combattant. Rappelons que la situation s'était notablement aggravée ces derniers jours.

L'accord qui vient d'être signé serait garanti par la Syrie et les organisations palestiniennes.

On ne voit pas bien quelle victoire ou quels avantages aurait remporté la gauche pour avoir accepté cet accord. En tout cas, il semble, au moment où nous écrivons, que les combats soient arrêtés et qu'un contrôle militaire soit exercé par les militaires libanais, syriens et palestiniens.

Selon les dernières informations, une nouvelle répartition des sièges au profit des musulmans seraient envisagée et ce serait la contrepartie de l'accord de cessez-le-feu.

Mais si la plupart des commentateurs présentent cet accord comme ayant plus de chance de survie que les autres, il ne règlera pourtant pas le fond de la question. Car le conflit, apparemment un conflit entre communauté de religion différente, recèle plus que cela. C'est la lutte des couches pauvres de la population libanaise qui ne veut plus se soumettre aux injustices des riches, propriétaires fonciers et bourgeois des villes... Ils veulent voir changer leur sort.

Il serait douteux que ces opprimés acceptent comme seule issue à leur combat un simple arrangement entre les hommes politiques de droite et de gauche, sans que des transformations profondes ne soient entreprises notamment à la campagne, mais aussi dans les villes. Les travailleurs dont nombre d'entre eux sont au chômage voudront voir changer quelque chose pour eux. Cela ne sera possible que s'ils conservent leur armes pour imposer les réformes qu'ils désirent.

FORT DE FRANCE

PERIODE ELECTORALE LES RATS sortent des trous

La période électorale bat son plein en Martinique et c'est l'occasion pour certains fantômes plus ou moins farfelus de se réveiller et de réapparaître sur la scène politique. Tel semble être le cas de Mr. Fernand Germain qui veut relancer... le parti radical à la Martinique ! Mr. Germain n'est pas totalement inconnu des Martiniquais. Il était candidat sous l'étiquette " réformateur " aux élections législatives de mars 73. De son programme, les citoyens avaient remarqué le reproche fait à la municipalité de Fort-de-France de ne pas avoir suivi ses plans pour moderniser le marché couvert.

Gageons que ce n'est pas un tel programme, même couvert d'une nouvelle étiquette, qui permettra à Mr. Germain de refaire surface....
